

CONCILIATION D'INTÉRÊTS MULTIPLES EN FORESTERIE

Compte-rendu de l'Atelier international organisé par la FAO sur le pluralisme, la foresterie et le développement rural durables

Le but de cet atelier, qui s'est tenu à Rome du 9 au 12 décembre 1997, était d'analyser l'apport de la notion de pluralisme appliqué à la foresterie et au développement rural durables, ainsi que d'étudier les mécanismes, méthodes et dispositifs capables d'optimiser la coopération entre les différents acteurs du secteur forestier.

Les intérêts suscités par l'avenir des forêts, comme le souligne Jean CLÉMENT, Directeur de la Division des Ressources Forestières de la FAO, sont multiples et souvent divergents, suivant qu'il s'agit de la communauté scientifique ou de sociétés privées, de services forestiers ou d'organisations locales et non-gouvernementales, etc. Jusqu'à présent, les tentatives de gestion des ressources forestières à long terme par une autorité unique ont en général échoué. La question se pose donc aujourd'hui de savoir quelles méthodes employer pour concilier une multiplicité d'objectifs et de besoins émis par des individus et des organisations venus d'horizons différents.

DÉROULEMENT DE L'ATELIER

L'atelier a été précédé par la mise en relation des futurs participants via les réseaux électroniques et par l'échange de points de vue et de suggestions sur son fond et sa forme, en partie sur la base des communi-

cations préparées par chacun des participants.

L'atelier s'est ouvert sur une animation, à partir du jeu « Fish Banks », pendant laquelle les participants ont eu à gérer des flotilles de pêche et des stocks de poissons. Cette simu-



Trente-cinq participants, appartenant à des organisations, régions géographiques et disciplines diverses, ont assisté à cet atelier. Tout en soulignant l'utilité d'une approche « pluraliste » de la gestion des forêts, la plupart d'entre eux ont dénoncé le danger de voir ce terme réduit uniquement à un slogan opportuniste.

Thirty-five attendees from various organizations, geographical regions, and disciplines took part in this workshop. Most of them emphasized the usefulness of a « pluralistic » approach to sustainable forest management, but were at the same time critical of the danger of this term becoming not much more than an opportunistic slogan.

PLURALISM AND SUSTAINABLE FORESTRY AND RURAL DEVELOPMENT

Sommaire des Actes de l'Atelier

Introduction

Jean CLEMENT, Preface.

J. ANDERSON, Summary of the Workshop.

J. ANDERSON, J. CLEMENT and L. V. CROWDER, Pluralism in Sustainable Forestry and Rural Development – an overview of concepts, approaches and future steps.

Section I. Operational and Analytical Tools and Methods

S. DANIELS and G. WALKER, Rethinking Public Participation in Natural Resource Management : Concepts from Pluralism and five emerging approaches.

O. DUBOIS, Assessing Local Resilience and Getting Roles Right in Collaborative Forest Management : Some Current Issues and a Potential Tool, with special reference to sub-Saharan Africa.

J. ALUMA, Sustainable Forestry and Rural Development in Pluralistic Environments : The Case of Uganda.

B. VIRA, Analytical Tools for Assessing Institutional Pluralism in Forestry.

Section II. Communication and Learning

R. RAMIREZ, Participatory Learning and Communication Approaches for Managing Pluralism : Implications for Sustainable Forestry, Agriculture and Rural Development.

R. STEELE, E. NIELSEN and E. MBOZI, Community Learning and Education in a Pluralistic Environment : Implications for Sustainable Forestry, Agriculture and Rural Development.

E. BYERS, The Mountain Forum : Learning to Communicate within a Pluralistic Network.

R. BECK, Between Tradition and New Requirements – Education for Multiple Interest Involvement in Forestry – Roles and Perspectives from Forestry Educational Institutions

Section III. Institutional Issues

A. BEBBINGTON, A. KOPP and D. RUBINOFF, From Chaos to Strength ? Social Capital, Rural Peoples Organizations and Sustainable Rural Development.

I. CHRISTOPLOS, Pragmatism in a Strong State : Pluralism and Vietnamese Extension.

M. SULIEMAN, Managing the Forest Resources Battlefield : appreciating actors roles and realities.

Y. MALLA, Stakeholders' Responses to Changes in Forest Policies.

Section IV. Policy Issues

D. BABIN, A. BERTRAND, J. WEBER and M. ANTONA, Patrimonial Mediation and Management Subsidiarity : Managing Pluralism for Sustainable Forestry and Rural Development.

O. LYNCH, Legal Aspects of Pluralism and Community-based Forest Management : Contrasts between and Lessons Learned from the Philippines and Indonesia.

N. HILDYARD, P. HEGDE, P. WOLVEKAMP and S. REDDY, Same Platform : Different Train ; Pluralism, Participation and Power.

K. SCHRECKENBERG and G. SHEPARD, Pluralism in the Formation and Implementation of European Donor Aid Policies in Tropical Forestry.

Section V. Technical Issues

F. WIERSUM, Normative Pluriformity in Forest Management : Professional and Community Perspectives.

J. BEGUS and Z. VESELIC, Forestry in Environment of Political Transition – Example of Slovenia.

S. BALAJI, The Technical Aspects of Sustainable Forestry and Rural Development in Pluralistic Institutional Environments.

Section VI. Other Contributions

J. CLEMENT, The Political and Institutional Aspects of Pluralism in Forestry.

D. NKHATA, Positive Results in Zambia for Pluralism in Forestry Sector Development.

C. KENNY-JORDAN and M. ANDRADE, Policies for Sustainable Forestry Development in the Andes.

J. J. LANDROT, Pluralism and Sustainable Forestry and Rural Development : The Perspective of the Association Technique Internationale des Bois Tropicaux.

N. DUDLEY and J.-P. JEANRENAUD, The Role of NGOs in the Forestry Debate.

A. K. MUKERJI, Industries as Partners for Sustainable Forestry in India – Issues and Options.

lation a permis de créer une véritable dynamique de groupe et d'établir une expérience commune autour de questions aussi essentielles pour l'atelier que la gestion des conflits, l'importance de la communication, les négociations, accords et sanctions. Elle a ainsi fait prendre conscience des dangers et faiblesses d'une démarche purement technique lorsque différents acteurs sont en concurrence.

La suite de l'atelier s'est organisée à partir d'une vingtaine de communications qui sont reprises et complétées dans les actes de l'atelier (cf. encadré p. 76).

LA NOTION DE PLURALISME EN FORESTERIE

Aborder la sphère forestière sous l'angle du pluralisme, c'est tout d'abord remettre en cause la notion de décideur omniprésent et omniscient ; c'est aussi, pour certains pays, s'interroger sur le bien-fondé d'une gestion purement administrative des ressources forestières ; c'est reconsidérer le rôle et la responsabilité des différents acteurs travaillant dans le secteur forestier ; c'est enfin concevoir la gestion des forêts suivant une approche intersectorielle tenant compte de l'aménagement du territoire, du développement rural et de la répartition des bénéfices engendrés par l'exploitation des ressources forestières.

Pour la plupart des participants, prendre en compte le pluralisme c'est reconnaître la réalité des intérêts multiples en foresterie. Le pluralisme, en foresterie, est également lié à d'autres concepts comme ceux de diversité, collaboration, partenariat, communauté d'intérêts, participation ; on le retrouve à différents niveaux : acteurs, institutions, réglementations, normes, valeurs, méthodes mais aussi dans le partage du pouvoir lorsqu'il doit y avoir négociations, transferts de responsabilités, processus de décision, problèmes auxquels sont confrontées



Le pluralisme en foresterie place l'écosystème forestier au cœur des enjeux du développement rural, le réintégrant ainsi dans la société. La gestion de cet écosystème concerne donc de multiples acteurs, ainsi que de nombreuses ressources dont il s'agit de coordonner les usages. Ici négociation préliminaire à un contrat de gestion locale sécurisée à Tsintsoarivo Ambatolampy, Madagascar, 1998.

Pluralism in forestry puts the forest ecosystem in the thick of the challenges posed by rural development, thus reincluding the forest within the social structure. So management of this ecosystem involves many different people and resources, calling for sound coordination of both. Preliminary negotiation of a foolproof local management contract at Tsintsoarivo Ambatolampy, Madagascar, 1998.

les autorités administratives, gestionnaires des espaces forestiers.

QUELS ENSEIGNEMENTS PEUT-ON TIRER DE CET ATELIER ?

Au cours de ces journées, un certain nombre de concepts-clés* ont été tirés en matière de foresterie et de développement rural durables :

- Des groupes différents ont et auront toujours des expériences, des positions, des opinions et des objectifs différents sur l'aménagement forestier et le développement rural durables.
- Il n'existe aucune solution unique, absolue, universelle et permanente aux problèmes de fond

* J. ANDERSON, J. CLEMENT, L. V. CROWDER, 1998. La résolution des conflits d'intérêt dans le secteur forestier. Concepts nouveaux issus du pluralisme. *Unasyva* 194, vol. 49 : 3-10.

de la gestion des ressources naturelles renouvelables – à toute parcelle donnée ne correspond aucun scénario durable, unique et absolu d'aménagement et d'utilisation des terres, mais il existe en revanche une multitude de « scénarios viables ».

- Aucun groupe ne peut revendiquer un scénario supérieur ou absolu.
- Les décisions en matière de foresterie et de développement rural durables ne sont plus limitées uniquement aux « services autorisés » ou autorités techniques.
- Un système d'équilibre organisationnel est fondamental pour éviter les erreurs d'un système de gestion par un seul organisme ; ce sont là des aspects positifs d'un « conflit modéré ».
- Les conflits sont inévitables ; c'est pourquoi ils doivent être gérés.

- L'équité décisionnelle est un idéal encore lointain mais elle mérite d'être prise en compte.
- Forums de discussion, médiateurs et animateurs sont souvent nécessaires pour fournir les conditions de négociation et de coopération indispensables à l'aménagement et à la gestion des forêts.
- La communication est essentielle ; elle aide les participants à mieux comprendre leurs différences.
- L'obtention d'un consensus est pratiquement impossible ; même s'il est trouvé, il est souvent inapplicable sur le long terme mais, heureuse-

ment, il n'est pas indispensable pour avancer.

- Des démarches dynamiques et de nouveaux processus décisionnels en matière de gestion durable des forêts, dans des contextes pluralistes, sont en train d'émerger mais il est nécessaire d'acquérir une plus grande expérience sur le sujet.

Si cet atelier a été considéré comme une excellente occasion pour soulever de nombreuses questions et servir de tribune à des échanges fructueux, il a fait surtout apparaître la complexité d'une approche pluraliste en matière de foresterie. □

► Didier BABIN
CIRAD-Forêt/Baillarguet

► Jon ANDERSON
Division des Ressources Forestières
FAO
Via delle Terme di Caracalla
Rome (Italie)

Crédit photos : D. BABIN et S. AUBERT.

Pour en savoir plus :

FAO, 1998. Concilier des intérêts multiples en foresterie. *Unasylva* 194, vol. 49, 72 p.

FAO, 1999. Pluralism and Sustainable Forestry and Rural Development. *Proceedings of an International Workshop, Rome, Italie, 9-12 décembre 1997*, 419 p.

COMMUNIQUÉ

IV^e Conférence des Parties à la Convention sur les Changements Climatiques Buenos Aires du 2 au 14 novembre 1998

La quatrième conférence des parties à la convention sur les changements climatiques (négociée à Rio en 1992) avait pour but principal d'adopter un programme de travail pour mettre en œuvre le protocole de Kyoto (décembre 1997), qui a fixé aux pays industrialisés des objectifs quantifiés de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-5,2 % en moyenne par rapport à 1990) d'ici à 2008-2012.

L'Union européenne a, comme à Kyoto, tiré sa force de sa cohésion. Elle a obtenu que les points suivants figurent dans le programme de travail adopté à Buenos Aires :

- l'encadrement des mécanismes de flexibilité (permis d'émissions négociables, notamment), c'est-à-dire la prise en compte des limites à apporter au jeu du marché (complémentarité entre efforts nationaux et recours aux mécanismes de flexibilité, règles de contrôle et de sanctions, distorsions de concurrence) ;
- une réflexion sur la coopération entre Etats en matière de politiques énergétiques et de lutte contre l'effet de serre, complément indispensable aux mécanismes de flexibilité dans la mise en œuvre du protocole de Kyoto ;
- la définition de règles relatives au respect des engagements souscrits à Kyoto.

Par ailleurs, si la question des engagements volontaires des pays en développement n'était pas à l'ordre du jour, les travaux programmés sur les transferts de technologies et le mécanisme de développement propre (qui concernera des projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans ces pays), de même que les directives données au mécanisme financier de la convention (dont le fonds pour l'environnement mondial est le principal instrument), devraient favoriser l'association progressive de ces pays aux efforts de la communauté internationale.

La France, qui a joué un rôle actif dans la défense des positions européennes, a plus particulièrement mis l'accent sur les idées suivantes : la responsabilité première des pays industrialisés dans la lutte contre l'effet de serre et la nécessité d'une convergence à long terme des taux d'émissions de l'ensemble des pays, dans le cadre d'un partage équitable des efforts communs.

Après Kyoto, Buenos Aires constituait donc une étape importante pour engager les travaux et préparer la réalisation concrète des objectifs fixés dans le protocole de Kyoto.